

LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

LETTRE MENSUELLE DE L'OBSERVATOIRE DES
RADICALISMES ET CONFLITS RELIGIEUX EN AFRIQUE – MARS 2016

STABILISATION DU MALI ET PÉRIL DJIHADISTE : ON N'A PAS PERDU QUE LE NORD !

Les récentes attaques visant les positions de la MINUSMA et des soldats positionnés à Kidal ont remis à l'ordre du jour le débat sur la possible stabilisation du Mali. Malgré les efforts de la communauté internationale et les multiples initiatives africaines, le pays ne semble pas donner des signaux en faveur d'une sortie de crise à moyen terme. Au rythme des exactions de la part des groupes armés comme des mouvances terroristes, le pays plonge, de plus en plus, dans la crise malgré l'afflux de l'aide internationale et des conférences sanctionnées de divers accords de paix. C'est à se demander si le Mali, au fil du temps, n'est pas devenu ce nouvel « homme malade » dont les médecins du monde entier courent au chevet sans, toutefois, jamais s'accorder sur un seul diagnostic du mal qui le ronge de l'intérieur comme de sa partie septentrionale.

Les élections de 2012 sont bien passées,
un nouveau président démocratiquement élu installé depuis quatre ans,

mais les problèmes, au jour le jour, demeurent intacts.

On dirait, même, que, chaque jour qui passe, l'on vit, un peu plus intensément, les incohérences des accords de Ouagadougou. Ils ont délicatement stabilisé la situation le temps d'un scrutin alors prometteur sans jamais ouvrir les perspectives d'une paix ne serait-ce que temporaire. Le durable est devenu un luxe inespéré

pendant que le quotidien des Maliens ne semble point affecté par le vaste élan de solidarité internationale malgré sa générosité jamais égalée. Les Maliens en sont même à cumuler les effets d'une guerre sans fin et les tâtonnements d'une classe politique donnant l'impression d'avoir désespéré d'un réel sur lequel elle n'a aucune emprise.

Le Nord retient son souffle et l'attention de la communauté internationale alors que le front djihadiste s'élargit

avec un glissement progressif vers le Centre voire le Sud du pays.

Fausse route du Nord ?

Mirages et virages :

Pendant que l'épineuse question du Nord occupe les esprits comme les agendas diplomatiques, la situation sécuritaire se détériore dans d'autres parties du pays sans, toutefois, attirer l'attention requise.

La multiplication des groupes djihadistes fait que l'on ne peut plus, objectivement, mesurer l'efficacité des dispositifs comme Serval ou encore Barkhane.

Cette dernière opération est aujourd'hui confrontée à une nouvelle forme de terrorisme avec des groupuscules éparpillés dont le mode de fonctionnement provoque le désarroi de tous les stratèges. La libération du Nord n'a pas totalement défait le terrorisme qui s'est mué en une métastase avec l'éparpillement des groupes à

partir du Mali dans toute la zone sahélienne. Rien que les quelques 200 hommes d'Al Mourabitoune sous l'égide d'Abou Bakr Al-Masri et de Mokhtar Belmokhtar, les 170 activistes d'Amadou Koufa du Front de Libération du Macina constituent, déjà, une menace quotidienne pour le Mali et ses voisins et hantent le sommeil de tous les Etats-majors devant faire face à une nouvelle forme de guerre dite asymétrique.

Pourtant, le Mali a été un véritable cas d'école qui devait mieux aider à une orientation des différentes stratégies. En plus, celle des groupes terroristes a bien changé depuis l'expérience afghane d'Al-Qaïda. Elle consiste, d'abord, à parasiter les conflits locaux qui ne manquent pas dans la région, puis leur revêtir un habillage « islamique » en récupérant les frustrations et, ensuite, attirer l'Occident dans le piège de l'interventionnisme et de la militarisation à outrance, elle-même génératrice de radicalisation et de djihadisme à moyen et long termes.

Mais, au rythme des conférences de paix, des accords sans lendemain et des réconciliations d'un instant immortalisé par les photos de famille et les poignées de mains tendues, le Nord Mali demeure le focus des agendas diplomatico-stratégiques.

De ce fait, la question du radicalisme et de ***l'extrémisme violent se dilue dans la profonde crise malienne aux facteurs composites et hybrides.***

C'est ainsi qu'on n'a pas accordé l'importance requise à l'avancée des groupes djihadistes qui, à part quelques coups d'éclats à Kidal, Gao et Tombouctou ont, progressivement, concentré leurs attaques dans le centre et, de plus en plus, vers le Sud. En même temps, c'est le signe que le

« ventre mou » malien va, dans les mois

à venir, constituer une menace directe pour ses voisins immédiats.

Les attaques de la gendarmerie d'Oursi, en août 2015, dans le Sahel Burkinabé auraient dû alarmer la communauté internationale qui s'est réveillée choquée par l'ampleur des attentats de Ouagadougou. De même l'avancée des groupes vers le Sud avait été matérialisée par les incursions dans la région de Sikasso qui si elles se poursuivent n'épargneront bientôt la Côte d'Ivoire voisine. Le 7 mars, une attaque a visé la brigade de gendarmerie de la ville frontalière de Misséni avant que les assaillants ne soient repoussés vers la Côte d'Ivoire. Ce pays partage 500 km de frontière avec le Mali et est en train de faire face à des actions jusque-là insoupçonnées qui visent à le transformer comme une nouvelle base arrière avec tous les risques sur sa fragile stabilité.

Les récents attentats de Ouagadougou ont, ainsi, définitivement signé la fin des exceptions en Afrique de l'Ouest

et ont confirmé l'hypothèse selon laquelle la menace qui pèse sur les pays de la région ne peut plus s'évaluer suivant des critères et facteurs strictement externes.

C'est un dangereux cap vers le Sud qui se confirme

et dont les effets se ressentiront davantage tant que le problème malien ne sera pris entièrement en charge sous son angle et sa dimension régionaux. Le cas de Boko Haram pourrait, davantage, appuyer une telle argumentation. Même encerclé et en plein désarroi le poussant vers les soft targets, le mouvement insurrectionnel nigérian a réussi à déplacer le centre de gravité de ses exactions tout autour du Lac Tchad, plongeant dans l'insécurité permanente des localités comme Garoua et Ma-

roua au Cameroun, Diffa au Niger, Mitérié et les autres îles au Tchad.

C'est en ce sens que

la porosité des frontières maliennes constitue un problème désormais régional

et que les pays frontaliers du Mali doivent être plus conscients de leur coresponsabilité avec leur voisin étranglé par les pré-occupations septentrionales du dedans ne lui laissant plus assez de marge pour se soucier davantage du dehors.

Pendant ce temps, les attaques se multiplient dans le centre du pays, œuvre du Front de Libération du Macina, plus précisément de la Katiba (phalange) Khalid Ibn Al-Walid de Souleymane Keïta figure emblématique du djihadisme dans le Sud du Mali. Keïta et Khoufa, lui opérant dans la région de Mopti, sont tous les deux des anciens d'Ansar Dine d'Iyâd Ag Ali qui a fait basculer le nord Mali en 2012.

En effet, depuis juin 2015, il y a un glissement du front djihadiste vers le Sud du pays à partir du Centre. L'arrestation de 7 maliens présumés djihadistes appartenant au groupe de Souleymane Keïta, en Côte d'Ivoire, courant septembre 2015, a pu révéler l'ampleur d'un phénomène largement masqué par les préoccupations du Nord.

Le front du djihadisme se déplace et se consolide dans et à partir du centre avec des attaques

récurrentes touchant les localités de Nampala, Ténenkou, Boulkessi, Diogofri et Dioura. En août 2015 dans un attentat dont le modus operandi ressemble fort bien à celui de Bamako, c'est l'Hôtel By-blos de Sévaré qui sera pris pour cible lors d'une attaque coûtant la vie à, au moins, quatre employés d'une société sous-trai-

tante de la MINUSMA.

Ces dernières évolutions marquent un tournant décisif sur l'existence d'un double front djihadiste au Mali :

le Nord comme zone charnière facilitant la jonction avec les autres groupes terroristes de l'espace sahélo-saharien, et le nouveau creuset dans le centre dont le djihadisme se nourrit symboliquement d'un imaginaire et d'une historicité faisant sens chez les jeunes cibles des recruteurs.

Il n'est pas à exclure que l'élargissement du théâtre d'opération dans le Centre et le Sud devienne – si ce n'est déjà fait- le nouveau casse-tête stratégique de la communauté internationale qui a beaucoup de mal à stabiliser le Nord et qui se retrouve piégé dans un inévitable interventionnisme aux lourdes conséquences politiques. Ce, au moment où

les critiques fusent de partout contre la MINUSMA qui, pourtant, a fait des avancées considérables dans le travail de stabilisation.

Mais de telles attaques verbales sont parfois amplifiées par un discours populiste de la part d'une classe politique, elle aussi, responsable de la situation présente. Pendant ce temps, les différents courants islamiques se prêtent à un jeu de surenchère dangereuse, par sermons et mosquées interposés, rivalisant, de plus en plus, sur le terrain glissant d'un radicalisme religieux plus que jamais accentué.

Effervescence et accointances sur le « front » du religieux

Les religieux en lutte d'influence sur le terrain malien déroutent un Etat impuissant face à la montée de la radicalisation sur fond de surenchère politique. La dualité du champ religieux malien cache un

affrontement en douceur lorsque l'ambiance délétère n'est pas surchauffée par la guerre des sermons et nécessairementdes imams.

Les effets du paradoxe d'un champ islamique malien majoritairement traditionnel et soufi mais politiquement et institutionnellement dominé par le courant wahhabite commence à faire sentir ses effets. Les séquelles de l'accointance entre courants islamistes et l'establishment politique suite au deal électoral de 2013 paraissent aujourd'hui béantes. Pourtant, le feu a longtemps couvé pendant qu'on est resté obnubilé par l'impératif de la stabilisation, même de façade.

On n'ignorait pas pour autant les dangers d'un pouvoir politique cautionné par un camp wahhabite s'agrippant sur un gentlemen agreement dont l'improbable survie relevait même de l'idéalisme. Pendant que l'installation d'un pouvoir démocratiquement élu rassurait bailleurs et partenaires internationaux, rien ne changea sur le front des luttes sociales menées par la société en faveur des droits des femmes et d'une plus grande plus grande transparence dans la gestion des affaires.

Finalement, le wahhabisme, virtuellement dominant, au sein du Haut Conseil islamique dirigé par l'Imam Mahmoud Dicko se mua en allié d'un pouvoir donnant l'impression de maîtriser une situation plus que complexe. De la même manière que les erreurs politiques se payent cash, les alliances électorales souvent hétéroclites - entre partis politiques et mouvements religieux - coûtent cher aussi bien à la classe dirigeante qu'au progrès social vainement attendu après les élections présidentielles.

Dans cette forme de realpolitik qui pousse à vouloir, coûte que coûte, honorer l'allié religieux sans décevoir les partenaires

internationaux, *on sacrifie les revendications des femmes, de la société civile, des jeunes, sur l'autel de la raison « politicienne ».*

Une dualité du champ islamiquemal maîtrisée ?

Ainsi, sans forcément le vouloir, on renforce l'aile religieuse la plus extrémiste qui engrangea victoires et avancées au détriment des groupes et interlocuteurs qui incarnent un islam pacifique et conciliant comme le Cheikh Ousmane Madani Haidara. A la marginalisation au sein des instances décisionnelles de l'islam malien, s'ajoute une amertume encore mal digérée, suite à des mesures sécuritaires prises perçues, par l'aile traditionnelle comme une entrave bienveillante au déroulement des activités du soufisme. Ce fut le cas lors de la célébration du Mawlid qui a failli être compromise par l'Etat d'urgence au moment où le camp soufi semble se rebiffer pour mieux peser et compter sur l'échiquier politico-religieux malien en pleine effervescence.

Les signes inquiétants se suivent et se ressemblent

. Le grand stade de Bamako qui a servi de cadre aux « shows » islamistes de 2009, dirigés par Mahmoud Dicko, contre la promulgation du code de la famille, devient le « défouloir » des groupes soufis autour de Madani Haidara qui multiplient les démonstrations de force. Au milieu de ce guet-à-pans politico-religieux, le pouvoir continue de se chercher au risque de se retrouver dans les mêmes situations de blocage ayant abouti aux fâcheuses conséquences de 2012.

Est-ce donc résultat d'une gestion hasardeuse du religieux par un pouvoir laïc ne serait-ce qu'en principe ?

Où alors l'aboutissement d'une politique ayant délibérément pris le risque de s'accommoder des désidératas d'un allié religieux aux ambitions diffuses, devenu de plus en plus encombrant ?

Les derniers épisodes d'un tel thriller sont riches en enseignements comme en signaux indiquant que le rapport de force semble avantager les religieux. Les prises de position de certains leaders lors des attentats contre le Radisson de Bamako sont passées par là et ont levé un coin du voile. On ne saura jamais si le Procureur général Daniel Tessoué a fait les frais d'une interpellation de l'Imam Dicko en étant limogé suite à des déclarations de ce dernier que certains avaient qualifié d'apologie du terrorisme. Cet incident avait même provoqué une déclaration du président malien allant dans le sens d'un apaisement mais aussi d'un difficile arbitrage : "Je réproouve totalement ces déclarations inappropriées. Ces propos ne sont ni les miens ni ceux du peuple malien. Le monstre hideux qui a frappé à Paris et à Bamako a le même visage. Seule la solidarité internationale permettra de le terrasser. Ce que dit M. Dicko n'engage que lui ».

Equilibrisme ou esprit de conciliation ?

Mais la recette pourra-t-elle constamment payer ou sera-t-elle efficace lorsque qu'on passe des controverses et querelles doctrinaires entre mouvances religieuses à une situation plus que propice à l'affrontement ?

Vers le futur affrontement ...de trop ?

Il y a, aujourd'hui, autant de signes d'une tension dans un contexte d'aggravation du radicalisme religieux pour un pays ayant été déjà affecté par le djihadisme conquérant.

Pendant ce temps se déroule un choc des modèles religieux entre un wahhabisme confortablement installé au présidium du Haut Conseil islamique et un soufisme

de plus en plus militant aux attitudes désormais surprenantes. Une telle situation inquiète en ce qu'elle augure d'une confrontation future et déjà présente dans les mosquées de Bamako par prêches interposés et de plus en plus virulents.

Le scénario du pire et non moins probable serait une radicalisation par réaction de l'islam traditionnel

qui a longtemps servi de levier d'équilibre dans un pays de plus en plus fragilisé par une crise sécuritaire qui dure. Par une sorte de surenchère qui serait inédite cet islam soufi tendrait à vouloir s'affirmer sur le terrain de la contestation aussi bien de l'hégémonie virtuelle du salafisme wahhabite que de la classe politique qui semble en être inconsciente.

Le Mali est loin de sortir de la crise politico-sécuritaire qui le ronge depuis 2012

et voilà que des signes avant-coureurs d'une éruption socioreligieuse viennent assombrir les perspectives d'une paix ne serait-ce que temporaire. Les acteurs religieux vivent les contradictions sociopolitiques qui traversent le Mali de manière générale et se prêtent à un jeu concurrence et de surenchère aux dérives imprévisibles. Conjugué aux nombreuses difficultés qui entravent l'application des accords de paix qui se superposent et se ressemblent par leur complexité, cette nouvelle donne inaugurée par l'élargissement et le glissement vers le Sud du front djihadiste, complexifie, davantage, tous les schémas de résolution à moyen et à long termes de la profonde crise qui perdure. Au milieu de cet imbroglio politico-sécuritaire, la réinsertion des anciens combattants rebelles, l'intégration de certains d'entre eux dans les forces nationales comme le processus de réconciliation que l'ONU voudrait accélérer se heurtent, encore, à de nombreux écueils.

L'OBSERVATOIRE EN QUELQUES LIGNES :

L'Observatoire des Radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) est fondé en 2012 par Dr. Bakary Sambe en pleine crise malienne pour accompagner les Etats, les ONG et les organisations internationales dans la prise de décision, la conception et la mise en de politiques publiques efficaces. Abrité au sein de Timbuktu Institute African Center for Peace Studies, l'Observatoire travaille selon une méthodologie lui permettant d'aller au-delà de la recherche fondamentale par notamment : l'élaboration de méthodologies et approches transdisciplinaires des questions sur le radicalisme religieux (sécurité, défense, diplomatie), mise en place d'outils de mesure et d'analyse de phénomènes de radicalisation dans les sociétés

africaines contemporaines, la conduite de projets de recherche en collaboration avec d'autres institutions s'intéressant à ce phénomène. Il se positionne de ce fait comme le lieu de production de connaissances endogènes dans une démarche, à la fois, d'opérationnalisation des savoirs mais aussi de renforcement des capacités des acteurs étatiques comme des organisations internationales. Dans cette perspective, l'Observatoire produit de l'expertise mobilisable dans les politiques gouvernementales, régionales et internationales et mène des actions de formation et de plaidoyer dans le domaine de la médiation et de la prévention de l'extrémisme violent.

Contacts:

Timbuktu Institute - African Center for Peace Studies

39, route de l'Aéroport, Ngor-Almadies – Dakar, Sénégal

Tél : **+221 33865 2552** – Cell : **+221 77869 84 90** www.timbuktu-institute.org

E-mail : **timbuktu.institute@gmail.com**